

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Nouveau Pacte Européen sur la Migration et l'Asile viole les droits de l'homme et renforce l'« Europe Forteresse »

-Alianza por la Solidaridad-ActionAid dénonce le fait qu'il transforme les migrations humaines en un crime alors qu'il reconnaît qu'elles sont nécessaires

MADRID. - Le Nouveau Pacte sur la Migration et l'Asile, présenté mercredi 23 à Bruxelles, transforme les mouvements migratoires humains en crimes et les migrants en criminels potentiels qui doivent être identifiés, suivis en cas de fuite, détenus et renvoyés dans les pays d'origine, quel que soit les circonstances pour lesquelles ils ont atteint les frontières de l'UE. C'est ce que dénonce Alianza por la Solidaridad-ActionAid, qui confirme que la perspective des droits de l'homme n'a pas été prise en compte, uniquement mentionnée expressément dans une note de bas de page du Pacte.

Après une première analyse du document, l'organisation a vérifié que dans le Pacte il y a une seule mention générique à "garantir les droits des migrants et des réfugiés" et une autre pour les réfugiés, mais comprend cinq références au "non-droit" d'être sur le sol européen. Alianza dénonce également que l'utilisation répétée du mot « sans coutures » autour de la gestion des migrations et de l'asile, avec de nombreux nouveaux instruments qui doivent être mis en œuvre à court et moyen terme, ne fait que renforcer le concept d'«Europe Forteresse» qui non seulement n'améliore pas la situation d'échec actuelle, mais est lancé comme un avertissement pour démotiver les migrants potentiels et les demandeurs d'asile.

Les données propres de l'UE montrent que les migrants et les réfugiés sont une minorité en Europe : en 2019, l'UE a accueilli 2,6 millions de réfugiés, soit 0,6% de la population totale de l'UE. Et 20,9 millions de ressortissants de pays tiers résidaient légalement dans les États membres de l'UE, soit 4,7% de la population totale. Les passages irréguliers des frontières étaient de 142 000, contre près de 2 millions en 2015, au plus fort de la crise humanitaire en Europe. Ce que le Pacte n'offre pas, ce sont les données des « refoulements » vers des pays à risque, comme la Libye ou la Turquie, ni vers le Maroc, en l'occurrence depuis l'Espagne, ni celle des milliers de migrants et réfugiés privés de liberté, retenus dans des camps ou des centres de détention dans toute l'UE.

Dans un contexte international de crise économique et sociale profonde, avec une augmentation des restrictions aux libertés et aux droits dans de nombreux pays, où les impacts de la pandémie COVID-19 coïncident avec l'aggravation de l'urgence climatique, il est inadmissible que l'UE, qui dans ses discours défend la solidarité mondiale, approuve des mesures telles que les suivantes.

1.- Dans les pays d'origine et de transit : tout en reconnaissant la complexité de la migration, la collaboration avec les pays tiers va être renforcée pour empêcher les personnes de migrer. Le Pacte indique clairement que le soutien et l'aide offerts par l'UE seront principalement destinés aux principaux pays d'«émission» et aux

pays qui collaborent le plus avec l'UE dans les programmes de réadmission et de retour; De même, des «investissements européens» sont prévus dans ces pays tiers (qui peuvent entraîner l'extraction de ressources naturelles, au lieu de favoriser leur développement); Enfin, le Pacte mentionne qu'une meilleure utilisation des «remises» est nécessaire, sur laquelle Alianza rappelle que celles-ci sont envoyées par les migrants à leurs familles, étant des transactions privées où les États ne peuvent pas intervenir. En revanche, pour cette ONG, la mention de l'utilisation des visas pour « négociier » avec des pays tiers qui ne collaborent pas aux retours est absolument inacceptable.

2. Un système «solide» de gestion de la frontière extérieure européenne sera mis en place, avec un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes élargi, composé de 10000 personnes, navires et autres instruments, c'est-à-dire un Frontex renforcé qui pourrait retourner les personnes en mettant leur vie en danger et, dans le même temps, générer de nouveaux hotspots comme Moria, soi-disant centres d'accueil et d'identification rapides qui finissent par laisser des milliers de personnes dans des limbes précaires pendant des années.

3. Un nouveau mécanisme de solidarité sera mis en place entre les Etats membres européens, flexible et basé sur le « parrainage de la relocalisation ou du retour » des migrants ou des demandeurs d'asile, c'est-à-dire que les pays « frontaliers » (comme l'Italie, la Grèce ou l'Espagne) recevront une aide du reste des pays de l'UE pour gérer les retours dans les plus brefs délais.

Tout cela provient du même Pacte Européen sur la Migration et l'Asile, qui reconnaît le rôle fondamental des migrants dans l'UE, où le besoin d'attirer des talents de l'extérieur est soulignée, ce qui est justement nécessaire dans de nombreux pays d'origine. Au même temps, sont pénalisés ceux qui embauchent des migrants sans papiers, dont des centaines de milliers sont déjà installés dans de nombreux pays européens sans que le Pacte comprenne des mécanismes pour leur pleine inclusion.

En ce sens, il faut rappeler qu'en Espagne, des milliers de migrants en situation irrégulière sont responsables d'une grande partie de la récolte des fruits ou des soins aux personnes dépendantes, et ont été reconnus comme des travailleurs essentiels lors de la pandémie COVID-19. Dans ce cadre de visibilité sociale, la campagne #RegularizacionYa a présenté une proposition de non-loi au Parlement demandant leur régularisation.

Jara Henar, Responsable migrations chez Alianza por la Solidaridad-ActionAid souligne : « Ce pacte est un formidable pas en arrière, qui ne nous surprend pas mais qui est inacceptable. Il blindera l'UE, augmentera la vulnérabilité et l'exploitation de ceux qui sont déjà ici et provoquera une prolifération de camps inhumains comme celui que nous avons vu brûler à Moria. Nous vivons à une époque où il fallait s'attendre à un engagement européen avec ceux qui subissent les conséquences de nos actions, de notre pollution, d'une mondialisation dont seule la partie négative les atteint, de l'inaction face à leurs gouvernements défaillants, mais il n'en a pas été ainsi. En fin de compte, nous traitons les migrants comme des criminels".

POUR PLUS D'INFORMATIONS
Rosa M. Tristán (presse)
Jara Henar (Responsable migrations)